Projet de loi de finances pour 2026 (n° 1906)
Mission « Immigration, asile et intégration »

Document faisant état de l'avancement des travaux de la rapporteure pour avis, Mme Laure Miller

28 octobre 2025

MESDAMES, MESSIEURS,

La mission « Immigration, asile et intégration » porte les crédits (hors dépenses de personnel) de la direction générale des étrangers en France (DGEF) et se structure autour de trois grands axes : la maîtrise des flux migratoires, l'accueil et l'examen de la situation des demandeurs d'asile, et l'intégration des étrangers en situation régulière. Deux opérateurs participent à la mise en œuvre de ces politiques : l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) et l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

La mission comporte deux programmes : le programme 303 « Immigration et asile », qui regroupe environ 80 % des crédits, et le programme 104 « Intégration et accès à la nationalité française », qui représente 20 % des crédits.

Les crédits de paiement (CP) de la mission « Immigration, asile et intégration » inscrits dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2026 enregistrent une hausse de 3,83 % par rapport à la loi de finances initiale (LFI) pour 2025. La hausse des crédits porte principalement sur le programme 303 (4,5 %) tandis que l'augmentation est plus limitée s'agissant du programme 104 (0,65 %). Ces crédits permettront ainsi de consolider l'effort réalisé depuis plusieurs années afin d'accroître les moyens accordés à la politique d'immigration dans ses différents axes.

Les crédits du PLF 2026 poursuivront notamment l'action en faveur de la garantie du droit d'asile via un renforcement important des moyens humains de l'OFPRA (+48 ETPT) alors que celui-ci a enregistré, en 2024, 153 715 demandes de protection, nombre jamais atteint auparavant.

Les crédits de la mission participeront également à l'approfondissement de la politique d'intégration des primo-arrivants. À cet égard, la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration a relevé le niveau de langue nécessaire pour les signataires du contrat d'intégration républicaine en prévoyant un niveau A2 du cadre européen commun de références pour les langues, conduisant à une adaptation de l'offre de formations linguistiques assurées par l'OFII.

La lutte contre l'immigration irrégulière constitue également un objectif central de la mission via l'optimisation de la chaîne d'éloignement, soutenue par la mise en service de 270 nouvelles places en centres de rétention administrative (CRA) en 2026.

L'entrée en vigueur du Pacte européen sur la migration et l'asile en juin 2026 rend nécessaire l'adaptation de nombreux dispositifs. Ce Pacte implique ainsi la refonte des systèmes d'information (notamment Eurodac), la mise en place d'une procédure d'asile aux frontières extérieures assortie d'une capacité adéquate de places d'hébergement mobilisables, la mise en place d'un nouveau mécanisme de solidarité et l'adaptation du régime des conditions matérielles d'accueil. Il prévoit également un renforcement du filtrage obligatoire aux frontières et une accélération des procédures d'examen des demandes d'asile. **Sa mise en œuvre induit ainsi un effort budgétaire net estimé par le projet annuel de performance à plus de 66 millions d'euros en crédits de paiement (CP) en 2026.**

Après avoir présenté les crédits de la mission « Immigration, asile et intégration », votre rapporteure a fait le choix de s'intéresser cette année à la politique d'acquisition de la nationalité française.

I. L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS CONSACRÉS À L'IMMIGRATION ET À L'INTÉGRATION

Les crédits de la mission « Immigration, asile et intégration » inscrits dans le PLF 2026 s'élèvent à **2,24 milliards d'euros en autorisations d'engagement (AE) et 2,16 milliards d'euros en CP, soit une hausse de 25,21 % en AE et de 3,83 % en CP par rapport à la LFI 2025.**

A. LE PROGRAMME 303 « IMMIGRATION ET ASILE »

Le programme n° 303 comprend l'essentiel des crédits de la mission. Il finance les politiques publiques relatives à l'entrée, à la circulation, au séjour des étrangers, à l'éloignement des personnes en situation irrégulière ainsi qu'à l'exercice du droit d'asile.

Pour 2026, les crédits augmentent de 31,8 % en AE et de 4,5 % en CP par rapport à la LFI 2025, pour s'établir à respectivement à **1,87 milliard d'euros** et à **1,79 milliard d'euros**. **L'essentiel de la hausse est consacré à l'action n° 3 « lutte contre l'immigration irrégulière » dont les CP augmentent de 40,5% par rapport à la LFI 2025.**

ÉVOLUTION DES CRÉDITS DU PROGRAMME 303

(en millions d'euros)

	LFI 2025		PLF 2026		*Évolution*	
Numéro et intitulé de l'action	**AE**	**CP**	**AE**	**CP**	***AE***	***CP***
01 – Circulation des étrangers et politique des visas	0,52	0,52	0,52	0,52	-	-
02 – Garantie de l'exercice du droit d'asile	1 098,61	1 404, 34	1 340,2	1 379,6	*+ 22 %*	*- 1,76 %*
03 – Lutte contre l'immigration irrégulière	232, 39	233, 30	435,79	327,87	*+ 87,53 %*	*+ 40,54 %*
04 – Soutien	87, 89	76, 93	94,36	84,48	*+ 7,37 %*	*+ 9,81 %*
Total	**1 419,41**	**1 715,09**	**1 870, 88**	**1 792, 47**	***+ 31,81 %***	***+ 4,51 %***

Source : projet annuel de performances pour 2026.

1. L'action n° 1 « Circulation des étrangers et politique des visas »

L'action n° 1 répond aux besoins de circulation des personnes et favorise l'attractivité de la France dans ses domaines d'excellence.

Les crédits dédiés à cette action doivent permettre de concilier l'objectif de simplification des procédures pour la délivrance des visas aux étrangers de bonne foi tout en assurant un contrôle effectif au regard des enjeux sécuritaires.

Pour 2026, la dotation prévue reste **stable par rapport à 2025**, à hauteur de **520 000 euros**.

2. L'action n° 2 « Garantie de l'exercice du droit d'asile »

L'action n° 2 représente plus de 70 % des crédits du programme. Pour 2026, **ils s'élèvent à 1,34 milliard d'euros en AE et 1,38 milliard d'euros en CP**, **soit une augmentation de 22 % en AE et une légère diminution de 1,76 % en CP par rapport à l'exercice précédent.**

Cette action comprend les crédits destinés à garantir un traitement adéquat des demandes d'asile ainsi que la prise en charge des demandeurs d'asile pendant la durée d'instruction de leur demande. Elle regroupe ainsi les crédits destinés au financement de l'allocation pour demandeurs d'asile, aux centres d'accueil et d'hébergement ainsi que la subvention pour charge de service public allouée à l'OFPRA.

a. Les crédits de l'allocation pour demandeurs d'asile (ADA)

À l'action n° 2 figurent les crédits de l'allocation pour demandeurs d'asile (ADA), qui est attribuée à ces derniers afin de répondre à leurs besoins élémentaires de subsistance durant toute la durée de la procédure d'instruction de leur demande, conformément aux dispositions de la directive « Accueil » du 26 juin 2013 (1) . Les bénéficiaires de la protection temporaire (BPT) y sont également éligibles.

Gérée par l'OFII et versée aux demandeurs d'asile par l'Agence de services et de paiement (ASP), l'ADA voit son montant varier selon la composition familiale des demandeurs et leur mode d'hébergement.

Pour 2026, la dotation inscrite est de **294 millions d'euros**. Elle se décompose en deux parts, l'ADA versée aux demandeurs d'asile, dont la dotation s'élève à 222,2 millions d'euros (en baisse de 10 % par rapport à la loi de finances 2025) et l'ADA versée aux bénéficiaires de la protection temporaire, dont le montant s'élève à 71,9 millions d'euros.

La baisse cette dotation s'appuie notamment sur la mobilisation des crédits issus du fonds européen pour l'asile, la migration et l'intégration (FAMI) à hauteur de 19,3 millions d'euros, l'hypothèse d'une accélération du traitement des demandes d'asile par l'OFPRA qui se poursuivra en 2026 grâce aux 48 emplois supplémentaires ouverts qui devraient permettre une économie de 5,8 millions d'euros et les conséquences issues de la mise en œuvre de la nouvelle directive « Accueil ».

Par ailleurs, en lien étroit avec la DGEF, l'OFII poursuivra son pilotage en intensifiant ses dispositifs de contrôle, notamment de lutte contre les fraudes.

b. L'accueil et l'hébergement des demandeurs d'asile

La prise en charge des demandeurs d'asile est assurée à travers plusieurs dispositifs adaptés à la situation des différents publics**.**

(1) À compter de juin 2026, cette directive sera remplacée par la directive 2024/1346 du 14 mai 2024, qui modifiera les modalités d'attribution et de retrait de l'ADA

DÉCOMPOSITION DE LA PARTIE « ACCUEIL ET HÉBERGEMENT D'ASILE » DES DÉPENSES D'INTERVENTION DE L'ACTION N° 2

(en millions d'euros)

	En AE (PAP pour 2026)	**En CP (PAP pour 2026)**	En AE (PAP pour 2025)	En CP (PAP pour 2025)
Accompagnement social	**10,9**	**10,9**	*3,1*	*3,1*
Hébergement – CADA	**495,13**	**495,13**	*394,25*	*394,25*
Hébergement – CAES	**52,7**	**52,7**	*3,7*	*68,02*
Hébergement – HUDA	**238,2**	**277,6**	*115, 03*	*356, 48*
Hébergement – CPH	**114,39**	**114,39**	*116, 02*	*116,02*

Source : projets annuels de performances pour 2026 et 2025.

La dotation « **accompagnement social** » permet de financer les actions en faveur de publics particulièrement vulnérables, notamment la prise en charge médico-psychologique des demandeurs d'asile victimes de torture. Elle couvre également certains frais d'interprétariat et de transport pour les demandeurs d'asile entre leur lieu d'hébergement et le pôle régional Dublin (PRD) ainsi que lors des opérations de mises à l'abri.

Elle progresse, passant de 3,1 millions d'euros en LFI 2025 à 4,1 millions d'euros pour 2026, sous l'effet de l'augmentation des besoins en transports, en particulier pour les personnes migrantes secourues à la suite de naufrages dans les Hauts-de-France, qui doivent être transférées vers des centres d'accueil et d'examen des situations (CAES).

En outre, dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte européen sur la migration et l'asile, le PLF 2026 ajoute 6,8 millions d'euros à cette dotation pour renforcer l'accueil et l'accompagnement des demandeurs d'asile, en finançant l'interprétariat en préfecture et pour soutenir la formation des acteurs de l'asile, notamment sur les besoins spécifiques des publics accueillis et les problématiques de santé.

Les crédits totaux alloués à l'hébergement des demandeurs d'asile et des réfugiés s'élèvent à 907,2 millions d'euros en AE et à 946,6 millions d'euros en CP. Ils augmentent de 42 % en AE et de 0,2 % en CP par rapport à la LFI 2025.

Après avoir connu une forte augmentation en passant de 82 762 places en 2017 à 122 582 places en LFI 2024, le parc dédié aux demandeurs d'asile et aux bénéficiaires de la protection internationale comportera 111 855 places en 2026 contre 113 258 en LFI 2025. **En 2024, 72% des demandeurs d'asile étaient accueillis dans un hébergement du dispositif national, contre 61% en 2023.**

Ces hébergements se déclinent en plusieurs dispositifs :

● Les **centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA)** constituent l'hébergement de référence pour les demandeurs d'asile en procédure normale. Ce dispositif d'hébergement pérenne compte plus de 360 centres qui offrent des prestations d'accompagnement social et administratif. **La dotation pour 2026, qui**

s'élève à 495,1 millions d'euros, aura pour objet de financer les près de 62 000 places du parc.

● Les **centres d'accueil et d'évaluation des situations (CAES)** visent à garantir aux personnes souhaitant engager une démarche d'asile une mise à l'abri permettant une évaluation immédiate de leur situation administrative, afin de les orienter ensuite vers une structure adaptée. La durée maximale de séjour étant fixée à un mois, cette rotation garantit la fluidité de tout le système et tente ainsi de prévenir l'installation de campements sur la voie publique. En 2026, la dotation de 52,7 millions d'euros en AE et en CP permettra de financer et d'entretenir le parc, qui représentera 5 080 places.

● Le **parc d'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile (HUDA)** complète les places dans les CADA. Il s'agit d'un dispositif d'hébergement d'urgence, mais une part de celui-ci offre en réalité des prestations et conditions d'accueil similaires à celles en CADA et peut donc être considérée comme de l'hébergement pérenne. Ce parc comprend d'abord des places d'hébergement d'urgence gérées au niveau déconcentré par les préfets (le « **HUDA local** ») et des places du parc d'hébergement d'urgence relevant du programme d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile (« **PRAHDA** »). Il comprend également les hébergements destinés aux bénéficiaires de la protection temporaire. La dotation pour 2026, qui s'élève à 234 millions d'euros en AE et à 273,3 millions d'euros en CP, permettra le financement de 32 923 places d'hébergement.

Par ailleurs, la mise en œuvre de la nouvelle procédure d'asile à la frontière prévue par le Pacte européen sur la migration et l'asile implique la mise en place de places d'hébergement dédiées, constituant la capacité adéquate de la France fixée à 615 places par la décision d'exécution n° 2024/2150 de la commission européenne du 5 août 2024. **Parmi celles-ci, 301 places seront financées par l'action 02 du programme 303, pour un coût estimé à 1,5 million d'euros en 2026.**

De plus, la nouvelle directive « Accueil » du 14 mai 2024 impose que les structures d'hébergement disposent de sanitaires distincts pour les femmes demandeuses d'asile. **La mise en œuvre de cette mesure représente un coût estimé à 2,7 millions d'euros en 2026.**

● Les **centres provisoires d'hébergement des réfugiés (CPH)** ont pour mission de renforcer l'accompagnement linguistique, social, professionnel et juridique des réfugiés présentant des vulnérabilités particulières et nécessitant une prise en charge complète dans les neuf premiers mois suivant l'obtention de leur statut. En 2026, la dotation de 114,4 millions d'euros permettra notamment le financement des 11 159 places du parc d'hébergement des CPH.

c. L'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA)

L'action n° 2 prévoit le versement de la subvention de l'État à l'OFPRA mentionnée à l'article L. 121-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA). Elle s'élève à **123 millions d'euros en AE et en CP**, en hausse de 26,1 millions d'euros par rapport à la LFI 2025. Toutefois, la dotation 2025 avait été minorée car l'OFPRA avait bénéficié d'une dotation de 10,8 millions d'euros du fonds asile, migration et intégration (FAMI), non reconduite en 2026. À périmètre constant, la hausse s'élève donc à 15,2 millions d'euros.

Cette hausse des crédits dévolus à l'Office a pour objet de financer, d'une part, la variation de la masse salariale à effectif constant ainsi que le renforcement des effectifs avec **le recrutement de 48 équivalents temps plein (ETP) supplémentaires en 2026**. D'autre part, la hausse de la subvention allouée à l'Office financera également **les dépenses supplémentaires induites par la mise en œuvre du Pacte européen sur la migration et l'asile, estimées à 10,9 millions d'euros**. L'instauration d'une nouvelle procédure à la frontière dans le cadre du Pacte nécessitera en effet le recrutement de personnels supplémentaires et l'adaptation des infrastructures de l'Office. Le renforcement des garanties accordées aux demandeurs d'asile induira également des dépenses supplémentaires en matière d'interprétariat et de prise en charge spécifique des mineurs.

Ainsi, le plafond d'emplois de l'Office, qui s'établissait à 1 065 équivalents temps plein travaillé (ETPT) pour 2025, est relevé à 1 113 ETPT par le PLF 2026.

L'enjeu, pour l'Office, demeure de **ramener les délais de traitement des demandes d'asile à deux mois** à l'horizon 2027. En 2025, le délai est en moyenne de 158 jours sur les sept premiers mois de l'année, en hausse par rapport à 2024 compte tenu de l'augmentation des demandes enregistrées. Il est attendu de l'établissement qu'il rende 173 850 décisions en 2026.

Dans le cadre de sa mission de protection juridique et administrative, l'Office est également compétent pour établir, au bénéfice des personnes protégées, des documents tenant lieu d'actes d'état civil. La délivrance rapide de ces actes est essentielle à la bonne intégration des bénéficiaires, notamment afin de faciliter leur accès à l'emploi et au logement.

La hausse du nombre de personnes protégées a conduit à une augmentation des actes à produire. Pour faire face à cette charge croissante, l'OFPRA a bénéficié de 8 ETP supplémentaires en 2023, et de 16 en 2024, en complément d'une réorganisation interne. Ces renforts ont permis de réduire le délai moyen de délivrance des premiers actes d'état civil, passé de 11,7 mois en 2023 à 10,4 mois fin 2024, lequel demeure toutefois supérieur à la cible de 250 jours pour 2025.

3. L’action n° 3 « Lutte contre l’immigration irrégulière »

Cette action finance l’ensemble des missions menées dans le domaine de la lutte contre l’immigration irrégulière. Elle regroupe notamment les dépenses liées au maintien en zone d’attente ou en rétention et les procédures d’éloignement, ainsi que l’accompagnement social, juridique et sanitaire des personnes non admises sur le territoire national. Elle inclut également les opérations de réacheminement et d’éloignement du territoire des étrangers qui font l’objet, par exemple, d’une mesure de non-admission ou d’une obligation de quitter le territoire français (OQTF). L’action ne recouvre pas les mesures d’expulsion au titre de l’ordre public qui relèvent du programme 176 « police nationale » (expulsion et assignation à résidence).

Pour l’année 2026, les crédits demandés s’établissent à 435,79 millions d’euros en AE et à 327,87 millions d’euros en CP.

● 80 millions d’euros sont ainsi destinés au fonctionnement des CRA, des locaux de rétention administrative (LRA) et des zones d’attente. Ces crédits sont également destinés au financement des dépenses de fonctionnement du dispositif de préparation au retour (DPAR).

Ces crédits permettent de couvrir les frais de fonctionnement courant – prestations de restauration, de blanchisserie, entretien immobilier et frais d’interprétariat.

● 156,2 millions d’euros en CP sont destinés l’investissement immobilier dans les centres de rétention administrative, des locaux de rétention administrative et des zones d’attente afin notamment de poursuivre les travaux de sécurisation et d’assurer les paiements résultant de la poursuite du plan « CRA ». En outre, ces crédits doivent permettre de financer la création de « locaux d’unité familiale » à Mayotte ainsi que la création d’une zone d’attente dans l’archipel, et la création d’une « zone d’attente adaptée » de 150 places à l’aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle afin de permettre la mise en œuvre de la procédure d’asile à la frontière prévue par le Pacte européen sur la migration et l’asile.

La capacité de rétention portée à **1 959 places** dans l’hexagone avec la livraison du CRA d’Olivet (90 places) en février 2024 et l’extension du CRA de Perpignan (12 places) en 2023 **devrait être augmentée à 2 299 places en 2026, grâce à la livraison des CRA de Bordeaux et Dunkerque ainsi que l’extension des CRA de Rennes et Metz.**

Votre rapporteure salue l’augmentation de la capacité de rétention prévue en 2026 et souligne la nécessité de poursuivre cet effort budgétaire. Le placement en CRA demeure en effet un dispositif clef pour l’efficacité de la politique d’éloignement. La loi n° 2023-22 du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur a fixé un objectif de 3 000 places ouvertes en 2027.

• 20,86 millions d’euros en AE comme en CP sont consacrés à **la prise en charge sanitaire** des personnes en CRA. Le montant alloué en 2026 représente une légère hausse par rapport aux crédits votés en LFI 2025 (20,14 millions d’euros).

• 55,73 millions d’euros en AE et 60,39 millions d’euros en CP, enfin, sont consacrés aux **frais d’éloignement des migrants en situation irrégulière,** dont la mise en œuvre revient, au sein de la police nationale, à la direction centrale de la police aux frontières (DCPAF). Ces dépenses couvrent notamment les frais de billetterie centrale (avion de ligne commerciale, train ou bateau) et les dépenses locales de déplacement terrestre, maritime, et aérien supportés par les services administratifs et techniques de la police nationale « SATPN » (Mayotte, Guyane, Guadeloupe, La Réunion) et le secrétariat général de l’administration du ministère de l’intérieur.

4. L’action n° 4 « Soutien »

L’action n° 4 regroupe une partie des moyens nécessaires au fonctionnement courant de la DGEF, dont une partie des dépenses de fonctionnement, d’investissement et d’intervention relevant du fonctionnement courant des services, et les dépenses liées aux systèmes d’information. Pour rappel, les effectifs de la mission sont portés par le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur », rattaché à la mission « Administration générale et territoriale de l'État ».

Ces crédits ont pour objectif de doter les services de moyens de fonctionnement appropriés et optimisés pour mener à bien les orientations et les projets des programmes 303 et 104, ainsi que d’assurer la modernisation des outils informatiques et les études afférentes.

Les AE et les CP s’élèvent respectivement pour 2026 à 94,36 millions d’euros et à 84,48 millions d’euros, soit une hausse de 7 et 9 % par rapport à la LFI 2025.

B. LE PROGRAMME 104 « INTÉGRATION ET ACCÈS À LA NATIONALITÉ FRANÇAISE »

Ce programme comprend quatre actions qui concourent à l’intégration des étrangers en situation régulière. **Pour 2026, les crédits du programme s’élèvent à 368,48 millions d’euros en AE et 368,46 millions d’euros en CP, soit une baisse de 0,16 % en AE et une hausse de 0,65 % en CP par rapport à la LFI 2025.**

ÉVOLUTION DES CRÉDITS DU PROGRAMME 104

(en millions d'euros)

	LFI 2025		PLF 2026		*Évolution*	
Numéro et intitulé de l'action	**AE**	**CP**	**AE**	**CP**	***AE***	***CP***
11 – Accueil des étrangers primo-arrivants	268,04	268,04	268,36	268,36	*+ 0,12 %*	*+ 0,12 %*
12 – Intégration des étrangers primo-arrivants	98,33	95,40	97,26	97,26	*- 1,09 %*	*+ 1,95 %*
14 – Accès à la nationalité française	1,36	1,31	1,51	1,49	*+ 10,67 %*	*+ 13, 57 %*
16 – Accompagnement des résidents des foyers de travailleurs migrants	1,34	1,34	1,35	1,35	*+ 0,43 %*	*+ 0,43 %*
Total	**369,08**	**366,09**	**368,48**	**368,46**	***-0,16 %***	***+ 0,65 %***

Source : projet annuel de performances pour 2025.

1. L'action n° 11 « Accueil des étrangers primo-arrivants »

Cette action finance l'OFII, établissement public qui contribue aux missions de la DGEF, ainsi que ses dépenses d'intervention. L'OFII est notamment chargé de la gestion des flux d'entrées et de sortie dans le nouveau dispositif d'hébergement des demandeurs d'asile, du pilotage du premier accueil des demandeurs d'asile et de la gestion de l'ADA.

L'OFII est également chargé de l'intégration des étrangers en situation régulière. Cet accueil se matérialise pour l'étranger par la signature d'un contrat d'intégration républicaine (CIR). Enfin, l'OFII assure des missions relatives à l'entrée et au séjour des étrangers en France au titre de l'immigration professionnelle et familiale, à la lutte contre l'immigration irrégulière avec l'intervention de médiateurs sociaux dans les centres de rétention administrative, à l'aide au retour volontaire des étrangers en situation irrégulière ainsi qu'à leur réinsertion dans leur pays d'origine.

Pour 2026, la subvention pour charges de service public versée à l'OFII s'élève à 250 millions d'euros, soit un niveau stable par rapport à la LFI 2025.

Le plafond d'emplois de l'OFII est relevé de 2 ETPT supplémentaires pour l'année 2026 pour atteindre 1195 ETPT.

2. L'action n° 12 « Intégration des étrangers primo-arrivants »

Cette action vise à faciliter l'intégration des primo-arrivants et des bénéficiaires de la protection internationale durant les années qui suivent leur admission à séjourner durablement sur le territoire français. Elle regroupe l'ensemble des crédits destinés à favoriser l'insertion professionnelle, l'apprentissage de la

langue française, l'accès aux droits et la coordination entre les acteurs compétents pour favoriser ce parcours d'intégration.

Après une hausse de 37 % en 2022, de 70,4 % en 2023, et de 28,9 % en 2024, les crédits dédiés à cette action demeurent stables par rapport à 2025 avec une baisse limitée à 0,16% en AE et une hausse de 0,65% en CP dans le PLF 2026.

3. L'action n° 14 « Accès à la nationalité française »

L'action n° 14 finance le fonctionnement courant de la sous-direction de l'accès à la nationalité française (SDNAF) du ministère de l'intérieur, localisée à Rezé (Loire-Atlantique). Cette sous-direction est chargée de déployer la politique d'accès à la nationalité française en s'appuyant et animant un réseau de 41 plateformes.

Elle est compétente pour piloter les procédures d'acquisition de la nationalité française relevant du ministère de l'intérieur, notamment les naturalisations ainsi que les déclarations souscrites en raison du mariage avec un conjoint français ou en qualité d'ascendant ou de frère ou sœur de Français. Elle gère également les procédures de retrait de la nationalité française.

Pour 2026, les AE s'élèvent à **1,5 million d'euros** et les CP à **1,49 million d'euros**, soit une augmentation respective de 10, 7% et 13,6% par rapport à la LFI 2025.

66 745 personnes sont devenues françaises en 2024 par l'une des procédures relevant du ministère de l'intérieur [(1)].

4. L'action n° 16 « Accompagnement des résidents des foyers de travailleurs migrants »

Cette action finance l'accompagnement de la rénovation et de la modernisation des foyers de travailleurs migrants (FTM) par leur transformation en résidences sociales dans le but de permettre aux travailleurs migrants d'accéder à un logement individuel, autonome et conforme aux standards actuels.

Une simplification de l'organisation administrative a été décidée en 2024 par la DGEF et la délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL), afin de consolider le rattachement de la commission interministérielle pour le logement des populations immigrées (CILPI) à cette dernière, conduisant en 2025 au transfert à hauteur de 5,6 millions d'euros des crédits du programme 104 vers le programme 177 « hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » de la mission « Cohésion des territoires ».

([1]) 61 640 personnes étaient devenues françaises en 2023 par l'une de ces procédures.

Les crédits demeurant sur le programme 104 visent à accompagner les résidents de FTM ou des résidences sociales issues des FTM. **Les AE et les CP prévus pour cette action s'élèvent ainsi, pour 2026, à 1,35 million d'euros, ce qui représente un niveau stable par rapport à la LFI 2025.**

II. L'ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE

En 2024, **66 745 personnes [(1)] sont devenues française par acquisition, dont 70% d'entre elles par la seule procédure de naturalisation**. Il faut également ajouter près de **34 000 acquisitions anticipées** par des mineurs et **2 152 certificats de nationalité** établis pour des majeurs sur le fondement du droit du sol.

La nationalité est communément définie comme le lien politique qui relie l'État à un individu et qui donne à celui-ci la qualité de membre de la population constitutive de l'État. La notion de nationalité comporte ainsi une dimension juridique, celle qui relie l'individu à l'État et peut impliquer un certain nombre d'obligations, militaires notamment, et qui trouve sa contrepartie dans la protection diplomatique que l'État accorde à ses nationaux. D'autre part, une dimension horizontale qui fait du national le membre d'une communauté, dont sont exclus les étrangers [(2)].

Toutefois, la nationalité française ne peut se résumer à un simple statut administratif. Son acquisition constitue l'aboutissement d'un parcours d'intégration réussie pour les personnes étrangères s'étant établies durablement sur le sol français ou pour leurs enfants. Être Français, ce n'est pas seulement bénéficier de droits attachés à la nationalité : c'est partager une histoire, une langue, une culture, et adhérer à un ensemble de valeurs qui fondent notre République.

Le droit français de la nationalité a connu de nombreuses évolutions depuis la Révolution, marquées par l'adoption du code civil napoléonien de 1804 puis la création du code de la nationalité en 1945, sa refonte en 1973, et son abrogation par la loi n° 93-933 du 22 juillet 1993. À travers ces évolutions, la France a toujours conjugué les critères reposant sur le « droit du sang », c'est-à-dire la filiation, et le droit du sol, héritage d'une tradition républicaine équilibrée.

Si cet héritage historique constitue assurément une référence essentielle, la Commission de la nationalité notait déjà en 1988 que l'histoire ne devait pas *« orienter notre perception de l'avenir en fonction des schémas du passé »* [(3)] , rappelant ainsi le caractère évolutif des règles d'accès à la nationalité. C'est également ce qu'a relevé le Conseil constitutionnel dans sa décision du 7 mai 2025 lorsqu'il a jugé que le droit du sol ne constituait pas un principe fondamental reconnu

---

(1) Ces chiffres intègrent les acquisitions en application du principe de l'effet collectif instauré par la loi du 26 juin 1889, selon lequel les enfants mineurs non mariés acquièrent la nationalité en même temps que leurs parents, s'ils résident avec eux de manière habituelle

(2) Paul Lagarde Répertoire de droit international, Nationalité, juin 2013

(3) Être français aujourd'hui et demain - Tomes 1 et 2 : rapport remis au Premier ministre par la Commission de la nationalité présidée par M. Marceau Long, 1988

par les lois de la République dès lors qu'il avait été historiquement instauré avant tout pour répondre aux exigences de la conscription [(1)].

Devenir Français doit ainsi rester un aboutissement. Cela suppose de garantir que l'attachement à la France, la connaissance de sa langue et de ses institutions, ainsi que le respect de ses lois, soient réellement partagés.

Les orientations du Ministre de l'Intérieur du 2 mai 2025 relatives à l'acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique ainsi que la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration ont renforcé les exigences d'assimilation dans le cadre de la procédure de naturalisation. Toutefois, la naturalisation ne constitue que l'une des procédures d'acquisition de la nationalité, aux côtés des procédures déclaratives en tant que conjoint, frère, sœur ou ascendant de Français ainsi que l'acquisition via le droit du sol.

Au terme du travail mené dans le cadre de cet avis, votre rapporteure constate que les voies d'accès à la nationalité française reposent sur des procédures équilibrées. **Elle note toutefois un écart accru entre la procédure de naturalisation et les autres procédures d'acquisition de la nationalité française qui ne paraît pas toujours justifié au regard des liens de rattachement des individus avec la France**.

Cela suppose ainsi de **renforcer la cohérence des critères entre les procédures déclaratives et la naturalisation** : maîtrise du français, insertion professionnelle, stabilité du séjour, respect des valeurs républicaines. Ces critères ne sont pas des obstacles, mais des garanties d'intégration durable et de cohésion sociale.

A. L'ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE REPOSE SUR UNE PLURALITÉ DE VOIES D'ACCÈS, LE DROIT DU SOL ET LA NATURALISATION ÉTANT QUANTITATIVEMENT LES PLUS IMPORTANTES

Le code civil distingue deux modes d'octroi de la nationalité française, qui peut s'effectuer soit par attribution, soit par acquisition.

La nationalité d'attribution est celle qui est conférée dès la naissance, par l'effet de la loi. Il s'agit alors de la nationalité d'origine. Pour attribuer la nationalité française d'origine, le législateur se fonde principalement sur deux critères de rattachement de l'individu à la France : sa filiation à l'égard de parents français ou sa naissance sur le territoire.

---

(1) Décision n° 2025-881 DC du 7 mai 2025, paragr. 9

Ainsi, le code civil prévoit que l'attribution de la nationalité peut se faire par filiation dès lors qu'au moins un des parents de l'enfant est français, ou à raison de la naissance en France lorsque l'enfant est né en France et que l'un de ses parents au moins y est lui-même né, situation dite du « double droit du sol ». Il faut également ajouter à ces hypothèses celle de l'enfant né en France de parents inconnus ou apatrides, également réputé Français.

Dans le cadre de cet avis, votre rapporteure a fait le choix de s'intéresser à l'acquisition de la nationalité, c'est-à-dire, la nationalité qui est obtenue après la naissance. Elle peut s'acquérir, selon les cas, soit de manière automatique, soit nécessiter une démarche de l'individu ou requérir une décision de l'autorité publique.

Enfin, la nationalité peut également se perdre : il est alors possible de la recouvrer et d'être réintégré dans la nationalité française.

Il existe aujourd'hui plusieurs voies d'acquisition de la nationalité française pour les personnes nées étrangères : la naissance et la résidence en France via le droit du sol dit « simple », le mariage avec un conjoint français, la qualité d'ascendant ou de frère ou sœur de français, la naturalisation et la réintégration (1) .

L'acquisition de la nationalité française est une compétence partagée entre le ministère de la Justice, lequel est notamment compétent pour l'acquisition de la nationalité en raison de la naissance et de la résidence en France, et le ministère de l'Intérieur dont relèvent les procédures par décret de naturalisation et réintégration ainsi que les déclarations souscrites par les conjoints ou ascendants de français. En outre, le ministère des Affaires étrangères est compétent pour la gestion de l'état civil des Français nés à l'étranger ainsi que pour recueillir les demandes des postulants résidant à l'étranger.

1. Les principales voies d'acquisition de la nationalité française

a. L'acquisition en raison de la naissance et de la résidence en France

L'acquisition de la nationalité française par naissance et résidence en France dite acquisition par le « droit du sol », est régie par les articles 21-7 et 21-11 du code civil.

En vertu de ces dispositions, tout enfant né en France de parents étrangers acquiert, de plein droit et de façon automatique, la nationalité française à sa majorité si, à cette date, il réside en France ou s'il a eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans, depuis l'âge de

---

(1) Il existe également d'autres voies d'acquisition de la nationalité française qui ne concernent toutefois qu'un faible nombre d'individus : l'adoption, plénière (art. 20, alinéa 2, du code civil) ou simple (art. 21-12, alinéas 1 et 2, du même code), l'application des dispositions relatives aux enfants recueillis en France (art. 21-12, alinéas 3 et 4, du code civil), la possession d'état de Français (art. 21-13 du code civil), l'acquisition par un étranger engagé dans les armées françaises (art. 21-19, 4° et 21-14-1 du code civil) et, enfin, l'annexion de territoires (art. 17-8 du code civil).

onze ans. **2 152 certificats de nationalité française ont été établis sur ce fondement en 2024.**

L'acquisition de la nationalité française sur ce fondement étant automatique, elle ne requiert aucune formalité. Le certificat de nationalité permet seulement à la personne qui a acquis la nationalité française de le prouver. Il en résulte que le nombre de certificats établis sur une année ne représentent que le nombre de personnes ayant sollicité un tel certificat et non l'ensemble des personnes qui ont acquis automatiquement la nationalité française sur ce fondement.

L'article 21-11 du code civil prévoit que cette acquisition de la nationalité française automatique à la majorité peut être anticipée, entre 13 et 16 ans, par les parents de l'enfant concerné avec son consentement, ou entre 16 ans révolus et 18 ans, par le mineur concerné, sans autorisation parentale.

Cette acquisition anticipée prend la forme d'une déclaration. Ces déclarations acquisitives doivent être effectuées auprès du tribunal judiciaire. Leur gestion relève également du ministère de la Justice. **En 2024, 33 727 mineurs ont acquis la nationalité française par déclaration sur ce fondement.**

b. L'acquisition par déclaration à raison du mariage avec un ressortissant français

Un étranger qui se marie avec une personne de nationalité française dispose du droit de devenir français, si les conditions prévues par l'article 21-2 du code civil sont réunies.

● Durée de communauté de vie

Une durée minimale de vie commune entre époux de quatre ans est exigée. Elle est portée à cinq ans lorsque l'étranger n'a pas résidé de manière permanente et régulière au regard du droit au séjour des étrangers pendant au moins trois ans en France à compter du mariage.

En outre, la communauté de vie *« tant affective que matérielle »* ne doit pas avoir cessé entre les époux depuis le mariage et le conjoint français doit avoir conservé sa nationalité.

● Connaissance de la langue française

Le conjoint étranger doit également justifier d'une *« connaissance suffisante, selon sa condition, de la langue française »* par la production d'un diplôme ou d'une attestation. Ce niveau devra, à compter du 1er janvier 2026, être au moins égal au

niveau B2 du Cadre européen commun de référence pour les langues du Conseil de l'Europe [1].

Les empêchements à l'acquisition de la nationalité française par cette voie sont ceux, communs à tous les modes d'acquisition de la nationalité, prévus à l'article 21-27 du code civil :

– le déclarant ne doit pas avoir fait l'objet d'une condamnation pénale pour un crime ou un délit constituant une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ou un acte de terrorisme ou de condamnations, quelle que soit l'infraction concernée, à une peine d'emprisonnement d'au moins six mois non assortie de sursis ;

– le déclarant doit être en séjour régulier en France ;

– le déclarant ne doit pas avoir fait l'objet soit d'un arrêté d'expulsion non expressément rapporté ou abrogé, soit d'une interdiction du territoire français non entièrement exécutée.

En revanche, contrairement à la naturalisation, **l'acquisition de la nationalité à raison du mariage avec un conjoint français constitue un droit lorsque les critères exposés *supra* sont remplis**, auquel le Gouvernement peut seulement s'opposer par décret en Conseil d'État, sous le contrôle du juge, pour défaut d'assimilation autre que linguistique ou indignité.

L'indignité concerne les faits répréhensibles commis par un déclarant, que celui-ci ait été condamné ou non. Elle est appréciée par le Conseil d'État en fonction de critères de gravité, de répétitivité et d'ancienneté des faits.

La vérification de l'assimilation autre que linguistique vise à s'assurer du fait que le déclarant adhère au socle commun de valeurs fondatrices de la société française. Le défaut d'assimilation sera ainsi examiné par le Conseil d'État en fonction de critères tels que le repli communautaire d'un individu, le refus de certaines libertés individuelles, de l'égalité entre sexes, de la laïcité, ou encore la primauté donnée aux préceptes religieux contraires aux lois de la République.

En outre, l'article 21-4 du code civil précise que la situation effective de polygamie du conjoint étranger ou une condamnation prononcée à son encontre au titre de l'infraction définie à l'article 222-9 du code pénal [2] , lorsque celle-ci a été commise sur un mineur de quinze ans, sont constitutives d'un défaut d'assimilation.

En 2024, 15 910 personnes ont obtenu la nationalité française par déclaration à raison du mariage, ce qui représente près de 90% des acquisitions par déclaration relevant du ministère de l'intérieur.

---

(1) décret n° 2025-648 du 15 juillet 2025 portant modification du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française

(2) Violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente.

c. L'acquisition par déclaration en tant qu'ascendant de français ou frère ou sœur de français

L'article 21-13-1 du code civil permet aux personnes âgées de soixante-cinq ans au moins et résidant régulièrement et habituellement en France depuis au moins vingt-cinq ans d'acquérir la nationalité française par déclaration s'ils sont les ascendants directs d'un ressortissant français.

L'article 21-13-2 permet quant à lui aux frères ou sœurs de Français d'acquérir la nationalité à leur majorité s'ils résident habituellement sur le territoire français depuis l'âge de six ans et s'ils ont suivi leur scolarité obligatoire en France dans des établissements d'enseignement soumis au contrôle de l'État.

1 286 ascendants de Français ont acquis la nationalité sur ce fondement en 2024 et 720 en tant que frère ou sœur de français.

d. La naturalisation

La naturalisation est l'octroi discrétionnaire par un État de la nationalité de cet État à l'étranger qui la demande. Cette procédure d'acquisition de la nationalité française, prévue à l'article 21-15 du code civil, se distingue des autres en ce qu'elle réside dans une décision discrétionnaire du Gouvernement. L'étranger qui sollicite la naturalisation, à la différence de celui qui exerce une faculté de réclamation, n'a aucun droit à devenir français, de jurisprudence constante *« le fait de remplir les diverses conditions exigées […] ne donne aucun droit à obtenir la naturalisation,* ***laquelle constitue une faveur accordée par l'État français à un étranger »*** [(1)] **.**

L'administration dispose, *in fine*, d'un large pouvoir d'appréciation et peut refuser la naturalisation, en opportunité, même lorsque les conditions légales sont remplies par le postulant. Le contrôle du juge administratif se limite ainsi à l'erreur manifeste d'appréciation.

● Conditions d'âge et de résidence

Pour être recevable, l'auteur de la demande doit être majeur et résider en France.

La condition de résidence comprend deux éléments distincts. L'intéressé doit, d'une part, résider régulièrement en France au moment de la signature du décret de naturalisation et, d'autre part, justifier d'une résidence habituelle régulière en France pendant les **cinq années** qui précèdent le dépôt de sa demande.

La signification de la *« résidence régulière et habituelle »* a été précisée par la jurisprudence : le postulant doit avoir fixé en France *« le centre de ses intérêts matériels et familiaux »*. Cette condition s'apprécie à partir d'un faisceau d'indices relatifs au séjour, aux attaches familiales, au centre des intérêts matériels du postulant

(1) CE, 30 mars 1984 n° 40735

et, en particulier, au caractère suffisant et durable des ressources lui permettant de demeurer en France. Le Conseil d'État s'attache moins au fait même de la résidence en France et à sa durée qu'à l'origine des ressources de l'intéressé et à la résidence des membres de sa famille.

De nombreuses exceptions à cette durée de résidence, prenant la forme de réduction, voire d'une dispense dite « de stage », sont prévues.

La durée de résidence habituelle en France est ainsi réduite à deux ans dans les cas suivants, en application de l'article 21-18 du code civil :

– pour l'étranger qui a accompli avec succès deux années d'études en vue de l'obtention d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur français ;

– pour l'étranger qui a rendu ou qui peut rendre par ses capacités ou ses talents des services importants à la France ;

– pour l'étranger présentant un parcours exceptionnel d'intégration. Ce parcours est apprécié au regard des activités ou des actions accomplies dans les domaines civique, scientifique, économique, culturel ou sportif.

3 848 réductions de stage ont été accordées en 2023 sur le fondement de l'article 21-18 du code civil, la très grande majorité concernait la réalisation d'études supérieures.

Par ailleurs, les articles 21-19 à 21-21 du code civil prévoient des cas de **dispense totale de stage.**

Un premier groupe de dispenses s'attache aux mérites personnels de l'intéressé. Il en est ainsi de :

– l'étranger qui a effectivement accompli des services militaires dans une unité de l'armée française ou qui, en temps de guerre, a contracté un engagement volontaire dans les armées françaises ou alliées ;

– de celui qui a rendu des services exceptionnels à la France ou dont la naturalisation présente pour la France un intérêt exceptionnel.

Une deuxième série de dispenses repose sur les liens particuliers du candidat à la naturalisation avec la France. Il en est ainsi du demandeur qui :

– appartient à l'entité culturelle et linguistique française, à la double condition, d'une part, d'être ressortissant d'un territoire ou État dont la langue officielle ou l'une des langues officielles est le français et, d'autre part, que le français soit sa langue maternelle ou qu'il justifie d'une scolarisation d'au moins cinq ans dans un établissement enseignant en langue française ;

– s’il a obtenu le statut de réfugié en France.

● La condition d’assimilation

Aux termes de l’article 21-24 du code civil : *« nul ne peut être naturalisé s’il ne justifie de son assimilation à la communauté française, notamment par une connaissance suffisante, selon sa condition, de la langue, de l’histoire, de la culture et de la société françaises, dont le niveau et les modalités d’évaluation sont fixés par décret en Conseil d’État, et des droits et devoirs conférés par la nationalité française ainsi que par l’adhésion aux principes et aux valeurs essentiels de la République ».*

L’assimilation est d’abord linguistique. De 2012 à 2020, le niveau linguistique exigé était un niveau B1 oral. Depuis 2020, il était exigé du demandeur un niveau B1 oral et écrit. À compter du 1er janvier 2026, en application de la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l’immigration et améliorer l’intégration, le niveau de langue a été rehaussé au niveau B2 oral et écrit.

La condition relative à la connaissance de la langue française ne s’applique pas aux réfugiés politiques et apatrides résidant régulièrement et habituellement en France depuis quinze années au moins et âgés de plus de 70 ans.

Afin de favoriser la réussite des réfugiés au test linguistique, votre rapporteure estime qu’un accès aux cours de français délivrés par l’Office français de l’immigration et de l’intégration (Ofii) pourrait être ouvert aux demandeurs d’asile issus de pays à fort taux de protection dès le dépôt de leur demande d’asile. Leur intégration économique pourrait également être favorisée en leur permettant également de travailler pendant l’instruction de leur demande.

L’assimilation à la société française implique également une adhésion du demandeur aux principes et valeurs de la République. Depuis la loi n° 2011-672 du 16 juin 2011, le postulant doit justifier d’un niveau de connaissances suffisantes concernant l’histoire, la culture, la société et les droits et devoirs conférés par la nationalité française.

L’évaluation des connaissances théoriques du postulant est aujourd’hui vérifiée lors de l’entretien d’assimilation en préfecture via des questions posées par les agents en charge de la conduite de celui-ci.

● La condition de moralité

L’article 21-23 du code civil dispose que nul ne peut être naturalisé *« s’il n’est pas de bonne vie et mœurs ou s’il a fait l'objet d’une des condamnations visées à l’article 21-27 du présent code ».*

L’absence de condamnation prévues à l’article 21-7 du code civil est une condition de recevabilité de la demande. En revanche, la bonne moralité est appréciée en opportunité par l’autorité publique. Le juge administratif admet que l’administration puisse refuser la naturalisation en se fondant sur des renseignements

défavorables recueillis sur le comportement du demandeur. La réalité des faits doit être établie et ceux-ci sont appréciés en fonction de leur nature, de leur gravité, de leur caractère isolé ou répété et de leur ancienneté.

e. La réintégration

La réintégration dans la nationalité française est une procédure réservée aux personnes ayant perdu la nationalité française et qui souhaite la retrouver. Elle peut être effectuée, selon la situation du demandeur, par déclaration ou par décret.

La réintégration dans la nationalité française par déclaration concerne, pour l'essentiel, les personnes qui ont perdu la nationalité française en raison du mariage avec un étranger ou qui ont volontairement acquis une autre nationalité. Elles doivent avoir conservé ou acquis des liens manifestes avec la France, notamment d'ordre culturel, professionnel, économique ou familial.

La réintégration par décret concerne les personnes ayant perdu la nationalité française qui ne relèvent d'aucun cas de réintégration par déclaration. Elle peut être demandée à tout âge et sans condition de stage. Pour le reste, elle obéit aux mêmes conditions que la naturalisation.

En 2024, 48 829 personnes ont acquis la nationalité française par décret, comprenant à la fois les naturalisations et les réintégrations par décret (1) .

2. Des critères d'accès à la nationalité récemment rehaussés

a. La naturalisation représente quantitativement la principale procédure d'acquisition de la nationalité avec le droit du sol

S'agissant des procédures d'acquisition de la nationalité relevant du ministère de l'Intérieur, les données communiquées mettent en évidence une hausse soutenue des demandes de naturalisation depuis 2021, après une forte contraction liée à la pandémie de COVID-19.

Ainsi, le nombre de demandes déposées est passé de 75 722 en 2019 à plus de 131 000 en 2024, soit une progression de près de 73 % sur la période.

Cette tendance s'explique principalement par la dématérialisation progressive des procédures, expérimentée dès 2021 dans plusieurs territoires. La généralisation, en février 2023, de celle-ci a confirmé cette hausse des dépôts de demande de naturalisation par les usagers avec une augmentation de 30% entre 2022 et 2023.

---

(1) Le nouvel applicatif NATALI du ministère de l'intérieur, généralisé en 2023 ne permet pas de distinguer les naturalisations et les réintégrations . Toutefois, les réintégrations ne représentaient que 1,4% des décisions acquisitions entre 2019 et 2022.

S’agissant du nombre de décisions favorables, celles-ci ont connu, s’agissant des naturalisations, une hausse de 8,2 % entre 2023 et 2024.

Les déclarations de nationalité (par mariage, ascendants ou fratries) représentent une part plus modeste mais relativement stable du total, s’élevant à environ 20 000 acquisitions par an. **Les acquisitions par mariage demeurent très majoritaires parmi ces procédures déclaratives.**

DÉCISIONS D’ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ RELEVANT DES PROCÉDURES DU MINISTÈRE DE L’INTÉRIEUR

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
A- Par décret (naturalisation et réintégration)	49 671	41 927	75 249	60 556	40 064	48 829
B- Par déclaration à raison du mariage (article 21-2 du code civil)	25 262	18 223	17 280	16 465	19 455	15 910
C- Par déclaration ascendants (article 21-131 du code civil)	982	651	751	851	1 189	1 286
D- Par déclaration fratrie (article 21-13-2 du code civil)	795	570	812	839	932	720
Total déclarations	**27 039**	**19 444**	**18 843**	**18 155**	**21 576**	**17 916**
Total acquisitions	**76 710**	**61 371**	**94 092**	**78 711**	**61 640**	**66 745**

***Sources** : MI-DGEF*

***Périmètre :** ces résultats intègrent les effets collectifs*

***Champ** : France (y compris Outre-mer), acquisitions relevant du ministère de l’Intérieur*

Le taux de décisions favorables a connu une forte volatilité sur la période 2019–2024. Le niveau exceptionnel de 2021 (97,7 %) correspond à un rattrapage post-COVID, lié au traitement des dossiers déposés en 2019–2020 et correspond également aux effets de l’instruction ministérielle du 14 septembre 2020 visant à favoriser la naturalisation des personnes étrangères ayant pris une part active dans la lutte contre la COVID-19.

TAUX DE DÉCISIONS FAVORABLES DANS LE CADRE DE LA PROCÉDURE DE NATURALISATION

Année	Demandes déposées	Décisions favorables	Taux de décisions favorables
2019	75 722	49 671	65,60%
2020	59 818	41 927	70,10%
2021	77 005	75 249	97,70%
2022	89 672	60 556	67,50%
2023	132 248	40 064	30,30%
2024	131 034	48 829	37,30%

Source : ministère de l’intérieur - DGEF

S’agissant des acquisitions par déclaration relevant de la procédure de l’article 21-11 du code civil, le nombre total de souscriptions anticipées connaît une progression régulière sur la période 2019-2024, passant de 32 501 à 34 252, après un creux marqué en 2020 dû à la crise sanitaire. Les refus d’enregistrement demeurent marginaux, représentant 2 à 3 % des décisions.

Le nombre de certificats de nationalité française établis sur le fondement de l’article 21-7 du code civil reste également stable sur la période 2019-2024, oscillant entre 1 700 et 2 500 décisions favorables par an. Après une légère diminution en 2020, liée à la crise sanitaire et à la réduction de l’activité des juridictions, le volume de certificats délivrés a retrouvé dès 2021 un niveau supérieur à celui d’avant-crise.

CERTIFICATS DE NATIONALITÉ FRANÇAISE SUR LE FONDEMENT DE L’ARTICLE 21-7 DU CODE CIVIL

Année	CNF établis	CNF refusés	Total des décisions
2019	1 842	185	2 027
2020	1 703	268	1 971
2021	2 372	361	2 733
2022	2 516	382	2 898
2023	2 119	364	2 483
2024	2 152	355	2 507

Source : NATI/SG/SSER - DACS-PEJC

b. Les critères d’appréciation des demandes de naturalisation ont fait l’objet d’un renforcement récent

i. *Un relèvement du niveau de langue et l’instauration d’un examen civique*

L’accès à la nationalité française via la naturalisation a fait l’objet d’un renforcement des critères.

En premier lieu, comme cela a été indiqué précédemment, l’article 20 de la loi du 26 janvier 2024 a rehaussé le niveau de langue nécessaire à la naturalisation, du niveau B1 au niveau B2 du cadre européen commun de référence pour les langues à compter du 1er janvier 2026.

Il convient également de relever que le décret n° 2025-648 du 15 juillet 2025 portant modification du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française a étendu aux déclarations souscrites à raison du mariage avec un conjoint français l’exigence d’atteindre ce niveau linguistique.

Dans le cadre de ces deux procédures, le décret conserve la possibilité pour l'étranger de justifier de son niveau de langue par la production d'un diplôme français ou par une attestation délivrée depuis moins de deux ans à l'issue d'un test linguistique certifié ou reconnu au niveau international. Il supprime en revanche la possibilité d'être dispensé de passer un test linguistique par la production d'une attestation de comparabilité pour les personnes titulaires d'un diplôme étranger à l'issue d'études suivies en français.

En deuxième lieu, en cohérence avec l'instauration de l'examen civique à compter du 1er janvier 2026 pour les premières demandes de carte de séjour pluriannuelle et de carte de résident, le décret instaure, pour les naturalisations, un examen civique qui se substituera au contrôle des connaissances réalisé lors de l'entretien d'assimilation. L'entretien demeurera individuel et personnalisé, c'est-à-dire conduit sous la forme d'un échange sur le parcours de vie et d'intégration du demandeur.

Selon les informations données par le ministère de l'Intérieur, le gain de temps d'entretien permis par l'institution de l'examen civique permettra aux agents chargés de mener l'entretien de vérifier de manière plus approfondie, par un temps d'échange plus développé, l'adhésion du demandeur aux valeurs fondamentales de la République. Un plan de formation est prévu pour accompagner les agents dans cette évolution.

ii. *La circulaire du ministre de l'Intérieur du 2 mai 2025 invite également les préfets à durcir les critères d'évaluation de l'exemplarité du postulant*

Les orientations relatives à l'acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique du ministre de l'Intérieur du 2 mai 2025 ont également renforcé les exigences en matière d'exemplarité et d'assimilation des postulants.

La circulaire demande aux préfets de procéder à un contrôle strict de l'exemplarité du postulant en prononçant le rejet ou l'ajournement de la demande de naturalisation d'un demandeur au comportement répréhensible.

Elle précise que *« les comportements qui, au regard des dispositions de la loi précitée du 26 janvier 2024 et en particulier de celles instituant un contrat d'engagement à respecter les principes de la République, auraient été de nature à justifier le refus ou le retrait du titre de séjour, doivent conduire, par parallélisme, à rejeter les demandes de naturalisation ».*

La prise en compte de la situation du postulant au regard des règles régissant l'entrée et le séjour des étrangers en France est également renforcée.

Sur ce point, la pratique administrative a varié au regard des orientations ministérielles et des évolutions jurisprudentielles. Ainsi, aux termes de la circulaire

du 16 octobre 2012 relative aux procédures d'accès à la nationalité française, les périodes passées en séjour irrégulier par le postulant ne devaient plus figurer au nombre des critères conduisant à refuser la naturalisation.

La circulaire du 2 mai 2025 prévoit un contrôle plus strict du comportement du demandeur au regard des règles régissant l'entrée et le séjour des étrangers en France. Désormais, le séjour irrégulier doit conduire à une décision de rejet de la demande de naturalisation si celui-ci s'est achevé depuis une période inférieure à 8 ans environ. Il en est de même pour l'aide apportée au séjour irrégulier.

Enfin, la circulaire renforce les exigences en matière d'insertion professionnelle. Elle prévoit que celle-ci s'apprécie sur une durée de cinq ans et doit permettre au demandeur de disposer de ressources suffisantes et stables pour assurer son autonomie financière.

S'agissant des salariés, la circulaire exige un contrat à durée indéterminée de plus d'un an à la date d'examen de la demande ou une continuité de travail sous contrats à durée déterminée sur une période de vingt-quatre mois.

iii. Bien que l'instruction des demandes de naturalisation ait été réorganisée, la maitrise des délais de traitement demeure un enjeu persistant

La procédure d'instruction des demandes de naturalisation est partiellement déconcentrée. Depuis 2015, 41 plateformes instruisent les demandes d'accès à la nationalité française. Après réception et instruction des dossiers, les plateformes d'accès à la nationalité française émettent les propositions favorables, transmises à la sous-direction de l'accès à la nationalité française (SDANF) de la direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (DIAN) du ministère de l'Intérieur pour contrôle avant, le cas échéant, inscription des postulants dans un décret de naturalisation.

Le déploiement des plateformes d'accès à la nationalité française, en lieu et place de l'instruction dans les préfectures et sous-préfectures, poursuivait un triple objectif : garantir l'égalité d'accès à la nationalité française grâce à une harmonisation des pratiques, améliorer la capacité de traitement des dossiers grâce à une mutualisation des ressources et des compétences et à une plus grande professionnalisation des agents, renforcer le pilotage du réseau territorial par l'administration centrale.

Depuis le 26 juillet 2021, le ministère de l'Intérieur intègre progressivement les procédures d'acquisition de la nationalité française dans le système de l'administration numérique pour les étrangers en France (ANEF). Les procédures de naturalisation sont entièrement dématérialisées depuis février 2023. La dématérialisation des procédures déclaratives est engagée mais ne devrait être effectivement déployée qu'à partir de l'année 2027.

Les délais de traitement des demandes demeurent toutefois supérieurs aux objectifs de 330 jours pour les décisions favorables et 150 jours pour les décisions défavorables inscrits dans le projet annuel de performances (PAP) annexé au PLF pour 2025 ainsi qu'aux délais légaux fixés par le code civil (1) .

Après une durée moyenne de 269 jours en 2019, les délais de traitement des demandes de naturalisation ont atteint un pic de 486 jours en 2022, avant de se stabiliser à 305 jours en 2024. Cette évolution s'explique par la combinaison de deux phénomènes : la hausse de près de 30 % du nombre de demandes consécutive à la généralisation de la dématérialisation, et les délais d'appropriation du nouvel outil par les plateformes.

Toutefois, jusqu'à récemment, le ministère de l'Intérieur calculait ces délais à partir de la date de remise du récépissé de complétude du dossier par l'administration, et non à compter du dépôt initial par le postulant. En retenant désormais ce dernier comme point de départ, les délais moyens en 2024 s'élèvent à 760 jours pour les décisions favorables et à 467 jours pour les décisions défavorables.

Le ministère souligne en effet que la dématérialisation a permis de supprimer les « délais cachés » existant entre le dépôt effectif des dossiers et leur enregistrement, la date de dépôt étant désormais automatiquement enregistrée par le système d'information. Le suivi en ligne des demandes et la transparence accrue des étapes d'instruction constituent ainsi une amélioration qualitative notable du service rendu aux usagers, même si les gains de productivité attendus ne se traduiront que progressivement.

À moyen terme, le ministère anticipe des gains d'efficacité grâce à la rationalisation du circuit d'instruction et à la simplification mise en place par le décret du 15 juillet 2025.

En effet, le décret prévoit que l'entretien d'assimilation du postulant n'est désormais plus réservé qu'aux seules demandes satisfaisant les conditions de recevabilité et pour lesquelles l'autorité préfectorale estime en opportunité qu'il y a lieu d'accorder la naturalisation ou la réintégration dans la nationalité française. Cette évolution évite, pour la procédure de naturalisation, de tenir un entretien d'assimilation lorsqu'il y a suffisamment d'éléments, à la lecture du dossier de demande, pour la refuser.

---

(1) l'article 21-25-1 du code civil dispose que la réponse de l'autorité publique à une demande de naturalisation doit intervenir au plus tard dix-huit mois à compter de la remise du dossier complet, délai réduit à douze mois lorsque l'étranger en instance de naturalisation justifie avoir en France sa résidence habituelle depuis une période d'au moins dix ans au jour de la remise du dossier.

B. LA COHÉRENCE DES DIFFÉRENTES VOIES D'ACCÈS À LA NATIONALITÉ FRANÇAISE PEUT ÊTRE RENFORCÉE

1. Les voies d'accès à la nationalité en Europe : des critères convergents, mais une automaticité plus marquée en France au regard du droit du sol

a. Les systèmes européens combinent filiation et droit du sol

L'opposition entre les modèles d'accès la nationalité via le « droit du sang » et ceux faisant prévaloir le droit du sol peut être relativisée dès lors que les régimes européens d'acquisition de la nationalité reposent sur des principes communs prenant en compte la **filiation, la naissance sur le territoire, la résidence et l'intégration en combinant ces critères selon des intensités variables**. Ils présentent toutefois des **différences notables** quant à l'automaticité des droits, la durée de résidence exigée et la part laissée à la discrétion de l'autorité administrative.

S'agissant de l'acquisition de la nationalité en raison de la naissance et de la résidence sur le territoire, la France se distingue par l'automaticité de l'acquisition sur ce fondement. En Allemagne, le droit du sol a été introduit en 2000 mais demeure conditionné : au moins un parent de l'enfant né en Allemagne doit résider légalement depuis au moins cinq ans en Allemagne à la date de naissance de l'enfant et disposer d'un droit de séjour permanent.

En Italie et en Espagne, la nationalité de naissance repose essentiellement sur le *jus sanguinis* : la naissance sur le sol italien ne confère pas automatiquement la nationalité du pays, sauf pour les enfants apatrides. Au Danemark, un enfant né de parents étrangers n'est danois que s'il a habité le pays les dix-neuf premières années de sa vie. Les pays nordiques (Suède, Norvège) privilégient également *le jus sanguinis* mais ouvrent des procédures simplifiées pour les enfants nés et élevés sur le territoire.

En revanche, l'acquisition automatique de la nationalité via le double droit du sol est plus fréquemment reconnue. En Espagne, cette acquisition est automatique. En Belgique, le double droit du sol est conditionné : l'enfant né sur le territoire peut devenir belge si ses parents étrangers ont résidé sur le territoire pendant cinq des dix dernières années.

b. Des critères de naturalisation comparables

S'agissant des procédures d'acquisition de la nationalité par naturalisation, le critère de résidence demeure le critère le plus fréquent dans l'ensemble des pays européens. Toutefois, l'évolution des législations montre également une **tendance au renforcement des critères d'intégration linguistique, sociale et civique**.

L'Allemagne exige désormais cinq ans de résidence légale pour accéder à la naturalisation, un niveau de langue B1, la réussite à un test de citoyenneté et la reconnaissance explicite des valeurs constitutionnelles et de la responsabilité

allemande dans l'Holocauste. Le délai peut être réduit pour les conjoints d'Allemands, mais la réduction à trois ans concernant les étrangers « exceptionnellement » intégrés a été supprimée en 2025.

L'Espagne impose en principe dix ans de résidence, ramenés à deux ans pour les ressortissants ibéro-américains, portugais ou andorrans, et à un an dans certains cas, notamment pour les conjoints de ressortissants espagnols. Le candidat doit démontrer son intégration dans la société espagnole par la réussite à deux tests obligatoires, dont l'un porte sur les connaissances constitutionnelles et socioculturelles de l'Espagne et le deuxième doit attester d'un niveau linguistique minimum égal au niveau A2. Le candidat doit également disposer de moyens de subsistance stables et licites et ne pas avoir fait l'objet de condamnations pénales.

L'Italie requiert une résidence légale d'au moins dix ans pour les ressortissants de pays tiers à l'Union européenne, mais prévoit également des durées réduites pour certaines catégories. Le demandeur doit justifier de revenus annuels supérieurs à un seuil fixé par décret et, depuis 2018, avoir un niveau B1 en italien. L'absence de condamnations pénales est également nécessaire.

La Belgique privilégie l'accès à la nationalité par déclaration plutôt que par naturalisation qui demeure discrétionnaire et exceptionnelle. La durée minimale de résidence est de cinq ans. Le déclarant doit attester de sa connaissance de l'une des trois langues nationales. Il doit également apporter la preuve de son intégration sociale (1) et de sa participation économique (2) . Les conditions sont assouplies pour les conjoints de Belges après trois ans de vie commune.

En Norvège, la naturalisation nécessite huit ans de résidence sur les onze dernières années, une maîtrise du norvégien égale à un niveau B1 et la réussite d'un examen de citoyenneté. Toute condamnation entraîne un report automatique de la naturalisation.

2. Veiller à une plus grande cohérence entre les procédures déclaratives et la naturalisation

Les constats précédents invitent à renforcer la cohérence des différentes procédures d'acquisition de la nationalité française. Si la distinction entre la naturalisation, acte de souveraineté discrétionnaire, et les procédures déclaratives, qui constituent un droit dès lors que les conditions légales sont réunies, demeure

---

(1) Soit par l'obtention d'un diplôme délivré par un établissement belge reconnu, ou par le suivi d'un parcours d'intégration ou d'une formation professionnelle de 400 heures minimum ; ou en ayant eu un emploi continu durant cinq ans comme salarié ou indépendant ou par le paiement des cotisations sociales durant six trimestres au cours des cinq dernières années.

(2) En ayant travaillé pendant au moins 468 journées de travail au cours des cinq dernières années en tant que travailleur salarié ou agent statutaire dans la fonction publique, ou en ayant payé, en Belgique, dans le cadre d'une activité professionnelle indépendante exercée à titre principal, les cotisations sociales trimestrielles dues par les travailleurs indépendants pendant au moins six trimestres au cours des cinq dernières années.

justifiée, l'écart croissant entre leurs exigences soulève plusieurs enjeux d'équité, de lisibilité et de cohérence.

En premier lieu, l'examen des procédures d'acquisition de la nationalité française relevant du ministère de l'Intérieur met en évidence plusieurs **hétérogénéités importantes** entre les voies déclaratives et la procédure de naturalisation par décret. De plus, les évolutions récentes montrent un **renforcement asymétrique des exigences**, concentré sur la procédure de naturalisation.

Ainsi, s'agissant de l'exemplarité du comportement du demandeur, le déclarant pourra voir sa demande d'acquisition par déclaration enregistrée alors qu'il est défavorablement connu pour des faits de moralité de faible gravité, alors qu'en naturalisation, le postulant se verrait opposer une décision de rejet ou d'ajournement de sa demande si ces faits ne sont pas trop anciens.

Par ailleurs, concernant les critères définis par le législateur en procédure déclarative comme en naturalisation, il convient de relever que seules les procédures de déclaration en qualité de conjoint de ressortissant Français et de naturalisation sont soumis à l'exigence de connaissance minimale de la langue française Or, le ministère de l'intérieur indique qu'il arrive régulièrement qu'un déclarant d'ascendant de Français ne parle que très peu le français, rendant ainsi particulièrement difficile l'évaluation de son assimilation.

Il pourrait ainsi être opportun de généraliser l'exigence d'un niveau de langue minimal, le cas échéant en l'adaptant à l'âge du demandeur.

L'acquisition de la nationalité par déclaration pour les conjoints de Français peut également être questionnée.

Dans de nombreux pays européens, l'acquisition de la nationalité par le conjoint étranger relève des procédures de naturalisation classiques, le cas échéant avec des critères adaptés (réduction de la durée de résidence requise, absence de critère d'intégration économique).

Une suppression de la procédure déclarative pour les conjoints de français pourrait ainsi être envisagée, en appliquant des exigences adaptées dans le cadre de la procédure de naturalisation.

L'application de la procédure de droit commun de naturalisation apparaît d'autant plus justifiée que la procédure d'acquisition par mariage conserve, malgré ses aménagements successifs, la trace d'une conception historiquement patriarcale du droit de la nationalité.

Issue des lois de la fin du XIX^{e} siècle, elle reposait sur l'idée selon laquelle la femme devait suivre la condition juridique de son mari : l'épouse étrangère devenait automatiquement française, tandis que la Française épousant un étranger perdait sa nationalité. Bien que les lois du 10 août 1927 puis du 9 janvier 1973 aient progressivement rétabli l'égalité entre les sexes et substitué à l'automaticité une

démarche volontaire et facultative, le fondement symbolique de cette procédure demeure celui d'une transmission de la nationalité par le lien conjugal, et non par une intégration personnelle à la communauté nationale. À ce titre, elle apparaît en décalage avec l'évolution contemporaine de la nationalité comme expression d'un choix individuel fondé sur l'adhésion aux valeurs de la République. Sa suppression permettrait ainsi de rompre définitivement avec une logique de dépendance conjugale pour consacrer une approche autonome de l'accès à la citoyenneté.

De plus, comme cela a été relevé par le professeur Patrick Weil lors de son audition, **la législation française se distingue *a fortiori* en ce qu'elle permet l'acquisition par déclaration aux conjoints de nationaux qui ne résident pas sur le territoire français,** le critère de résidence étant pourtant indispensable dans la très grande majorité des procédures d'acquisitions de la nationalité et dans l'ensemble des pays européens.

Dans l'hypothèse, d'un maintien de la procédure déclarative pour les conjoints de français, il semblerait opportun de conditionner la déclaration a une exigence de vie commune en France.

Dans la même logique, la mise en place d'un socle d'évaluation civique commun, pourrait être étudiée afin d'assurer la cohérence du parcours d'intégration républicaine en étendant l'examen civique aux conjoints de français.

S'agissant de l'acquisition de la nationalité sur le fondement de la naissance et de la résidence en France, notre législation se distingue par sa grande automaticité. **Sans remettre en cause le principe du droit du sol, un contrôle en matière de respect des valeurs de la république et d'absence de condamnations pénales pourrait être instauré.**

Enfin, l'organisation administrative de la procédure de traitement des demandes de naturalisation pourrait également être modifiée.

La déconcentration des procédures opérée en 2010 visait à rapprocher la décision de l'usager mais a également conduit à une hétérogénéité marquée des pratiques préfectorales, tant dans l'appréciation des critères d'assimilation que dans les délais d'instruction ou les taux de refus.

Cette diversité des pratiques territoriales qui fragilisait l'égalité de traitement entre les candidats a été en partie corrigée par l'instauration des plateformes départementales. Toutefois, certaines plateformes ne connaissent qu'une faible activité ce qui peut soulever des enjeux d'efficacité.

De plus, au-delà des considérations administratives, la nationalité française revêt une portée symbolique et unitaire : elle exprime l'appartenance à une même communauté politique et fonde l'égalité des citoyens devant la loi, indépendamment de leur lieu de résidence. En ce sens, sa délivrance ne peut dépendre de pratiques locales variables, comme le soulignait Patrick Weil pendant son audition *« la*

nationalité n'est pas départementale ». **Une réflexion sur la recentralisation de l'instruction des demandes de naturalisation pourrait ainsi être engagée, les enjeux d'accessibilité pour les usagers étant de surcroît tempérés par la dématérialisation du dépôt des dossiers.**